

Inégalités brésiliennes: pauvreté, inclusion et exclusion sociales à São Paulo

Prof^a. Dr^a. Maura Pardini Bicudo Vêras

Les discours courants au Brésil, soit des intellectuels soit des gouvernants et des hommes publics, se tournent, actuellement, vers la question du combat des profondes inégalités de la société nationale, et essaient de les décaractériser comme des procès naturels et aussi dénonce l'existence de deux configurations distinctes de citoyens (les inclus et les exclus), avec une délinéation diverse du respectif ensemble des droits et des devoirs.

Si le débat se généralise en embrassant des secteurs de la société civile, des mouvements sociaux, des organisations non-gouvernementales, le gouvernement, à son tour, dans les plusieurs pouvoirs (exécutif, législatif et judiciaire), est en train de se dédier à quelques projets prioritaires tels que le combat à la famine et au chômage.

Même dans la contemporanéité, que dans les Sciences Sociales on assiste à les polémiques crises paradigmatiques, c'est indubitable la recherche des outils conceptuels convenables à la compréhension et à l'intervention sociales. Une constatation commune fonde ce débat, presque consensuellement entre les studieux de ce sujet: celle de que les procès excludents et de la pauvreté se doivent à la profonde inégalité sociale du pays, puisque le Brésil n'est pas un pays pauvre, mais un pays avec beaucoup de pauvres.

Il semble émerger, alors, dans la conscience de plusieurs personnes la clarté de que un binôme est nécessaire: mettre fin à la pauvreté et combattre l'inégalité, puisque la vieille formule culinaire, présente pendant les années de la dictature, de que d'abord il fallait «grandir le gâteau» pour «après le répartir» est aujourd'hui totalement abandonnée. Même la recette de la «nouvelle cuisine» de que la solution c'est «croître, croître et croître» signifie aussi presque inertie puisque, en même temps, beaucoup de brésiliens seront morts, non seulement de faim, mais aussi de la complexe trame qui saisit les parcelles exclues, soit du marché du travail, soit de l'habitation salubre, de l'éducation scolarisée et de la culture, en les devenant victimes du crime, organisé ou non, de

l'ignorance, de la maladie ou des enfouissements et inondations des périphéries non équipées.

L'inégalité sociale brésilienne est historique, elle a traversé des périodes différentes depuis le passé colonial, plusieurs modèles économiques, dictatures et transitions démocratiques.

Comme nous suggère Amartya Sen (Prix Nobel d'Économie dans les années 1980), l'objectif de la croissance économique doit être persécuté, mais non comme un fin: « le développement doit se référer à l'amélioration de la qualité de vie qui nous menons et aux libertés qui nous jouissons ».

Celle-là est la principale intention de cet article: offrir des moyens pour comprendre la pauvreté et l'inégalité à São Paulo pour rendre possible des chemins suggestifs de les surmonter.

1 – Pauvreté: concepts préliminaires et respectives mensurations.

Le concept et la mensuration de la pauvreté est un débat inachevé. Il dépend des critères nationaux et internationaux, de l'état des savoirs, des conventions politiques, de la conquête de niveaux minimes de l'humanité, si divisée en compétitions, guerres et privations. On commence par les économistes du Brésil.

L'IPEA (Institut de Recherche Économique Appliquée), institution liée au Ministère de la Planification du Gouvernement Fédéral, la pauvreté « se réfère à les situations de privation dont les individus ne parviennent pas à maintenir un niveau minime de vie, qui s'accorde avec les références socialement établies dans chaque contexte historique ». Dans cette perspective, c'est possible établir une mesure de paramètre qui permet de considérer comme pauvre celui qui se trouve au dessous de sa valeur, c'est à dire, dans une société donnée il y aurait une ligne de pauvreté mesurable.

Bien que les références soient construites sociale et historiquement, les économistes ont conventionné que la grandeur de la pauvreté serait directement rapportée au nombre de personnes qui vivent dans des familles avec un revenu par personne au dessous de la ligne de la pauvreté: le revenu par personne inférieur au niveau minime nécessaire pour qu'elles puissent satisfaire ses besoins basiques. Dit différemment, le coût de reproduction de la

force de travail, qui inclut les coûts avec l'alimentation, le vêtement, l'habitation et le transport.

On a conventionné aussi être viable établir une ligne d'indigence, définie régionalement par la structure des coûts « corbeille alimentaire » (consommation calorique d'un individu, en général autour de 2000 calories par jour, ce qui inclut la ainsi appelée « corbeille basique », avec du riz, des haricots, de la farine, du sucre, de la viande bovine et de porc, du poulet, des oeufs, du lait).

Par les critères mentionnés, en 1999, environ 14% de la population brésilienne – 22 millions de personnes étaient au dessous de la ligne d'indigence et 34% étaient des familles un revenu par personne inférieur à la ligne de la pauvreté (53 millions de personnes).

Même avec une certaine oscillation des taux de pauvreté, le nombre absolu de pauvres est en train d'augmenter.

Dans la région métropolitaine de São Paulo, en 1996, la valeur limite de la pauvreté était en R\$ 76,36 (25 dollars dans des valeurs actuelles) et la valeur relative à la ligne de la pauvreté serait R\$ 152,73 (50 dollars dans des valeurs actuelles), tandis que le revenu familial moyen de cette région était en R\$ 483,92 (158 dollars dans des valeurs actuelles)*.

La grandeur de la pauvreté brésilienne amène à des perquisitions sur les causes immédiates de ce phénomène, en établissant, comme hypothèse, deux possibilités: celle de la manque de ressources au pays et celle de la distribution inégale des ressources.

1.1 Manque de ressources?

Dans l'hypothèse de la manque de ressources, les économistes organisent ses arguments en recherchant le niveau moyen de consommation de la famille brésilienne, la structure du revenu moyen du pays et ils utilisent aussi des comparaisons internationales.

En ce qui concerne la construction endogène de la définition de pauvreté, la comparaison entre la ligne de pauvreté et celle d'indigence avec la structure brésilienne de revenu par personne (PIB par personne) permet d'apercevoir que le deuxième (le revenu par personne) représente de 5 à 8 fois les premières, ce qui indique l'énorme contraste dans la distribution de revenu au pays.

* La valeur du dollar au début du mois de Mai oscillait autour de R\$ 3,06.

En s'utilisant de la classique mesure d'inégalité comme c'est le coefficient de Gini, des études ont comparé l'inégalité de l'Uruguay, qui a obtenu 0.40 de cet index, et on l'a transporté pour le Brésil, comme exercice. Alors, selon ce raisonnement, la proportion serait à peine de 14% de population pauvre, au contraire des 34% qui existent au pays. On a inféré, donc, que 2/3 de la pauvreté brésilienne serait associée aux différentiels de l'inégalité de revenu. Le Brésil perd seulement pour le Paraguay dans la proportion de pauvres qui là-bas sont plus de 40%.

En ce qui concerne le niveau de consommation de la famille brésilienne, cette étude montre que le revenu domiciliaire moyen en 1999 était autour de R\$ 483,92 (158 dollars actuels) et environ 20% du total de familles brésiennes étaient proches de cette situation (10% d'eux avec un revenu au dessus de cette moyenne et 10% avec un revenu dans les limites inférieures de cette moyenne). Le niveau de consommation, y comprise l'habitation, a révélé que le revenu domiciliaire moyen par personne correspond à environ six fois la valeur de la ligne d'indigence et trois fois la valeur de la ligne de pauvreté.

Même si on considère à peine les dépenses essentielles, comme celles d'alimentation, on voit qu'elles représentent 47% des dépenses totales (environ R\$ 272,50) et environ deux fois la ligne de pauvreté et quatre fois celle de l'indigence.

Donc, comme le revenu moyen brésilien est supérieur à la ligne de la pauvreté, on peut associer l'intensité de la pauvreté à la concentration du revenu; et si le niveau de consommation moyen est satisfaisant, on peut conclure qu'il n'y a pas manque de ressources, mais la mauvaise distribution de ressources.

La comparaison internationale est conclusive puisqu'elle montre que, auprès d'autres pays avec un revenu par personne pareil à celui du Brésil, les niveaux brésiliens de pauvreté sont plus élevés.

Autour de 64% des pays au monde ont un revenu par personne inférieur au brésilien et, pour cette raison, le pays est entre le tiers plus riche des nations. [Le PIB réel par personne au Brésil est de US\$ 6.500 PPC]. Quand on compare avec les pays industrialisés, le revenu du travail au Brésil représente 1/3 du revenu du travail de ces pays, mais auprès des pays en développement le Brésil serait en meilleures conditions de combattre la pauvreté de sa population.

Dans la comparaison avec les pays de revenu moyen similaire, selon le Rapport de Développement Humain (PNUD), le Brésil présentait des pourcentages supérieures à 30% de pauvreté, tandis que dans les autres pays la proportion est de 8 à 10%, ce que nous emmène à conclure par la plus grande présence de l'inégalité sociale brésilienne.

1.2 – Distribution inégale de ressources

La distribution inégale de ressources est, par conséquence, détachée comme la principale déterminante de la pauvreté au Brésil, spécialement l'inégalité de revenu que persiste, pendant des siècles, dans une surprenante stabilité, une des plus hautes dans une comparaison internationale.

Dans la mensuration économique de l'inégalité, les outils traditionnels sont, en général, le coefficient de GINI, l'index de THEIL, la raison entre le revenu moyen des 10% plus riches et les 40% plus pauvres, la raison entre le revenu moyen des 20% plus riches et le revenu moyen des 20% plus pauvres.⁴

La comparaison internationale avec les coefficients de GINI révèle que seulement l'Afrique du Sud et le Malawi ont un degré d'inégalité supérieur à celui du Brésil, où il se présente en en 0.60. « ... représente, dans un ensemble de 92 pays avec des informations disponibles, un niveau achevé seulement par le quatre pays avec un degré plus grand d'inégalité: la Guatemala, le Brésil, l'Afrique du Sud et le Malawi ».⁵

En ce qui concerne la raison entre les 10% plus riches et les 40% plus pauvres, il y a un certain patron dans la distribution internationale avec des valeurs qui oscillent, le maximum, jusqu'à 20%. Au Brésil c'est 28, tandis que dans d'autres pays c'est inférieure: les États Unis (5), la France (6,5), l'Argentine (10), la Colombie (15), la Côte d'Ivoire (20). La valeur de 28 fois du revenu moyen des 10% plus riches sur le revenu des 40% plus pauvres met le Brésil dans une position distante de tout patron reconnaissable dans scène internationale en termes de justice distributive.

En ce qui concerne la raison entre le revenu moyen des 20% plus riches et celle des 20% plus pauvres, la plupart des pays présente cette raison inférieure à 10. De nouveau, selon les informations du Rapport de Développement Humain de 1999 (PNUD), le Brésil

⁴ BARROS, HENRIQUES e MENDONÇA, op. cit.

⁵ idem, ibidem, p. 34.

est le pays avec le degré plus grand d'inégalité, puisque la raison entre le revenu moyen des 20% plus riches et celui des 20% plus pauvres surpasse la dilatée valeur de 30, ce qui met le pays dans la position singulière de champion de l'inégalité.

Cette inégalité se révèle comme un procès stable, son coefficient de GINI persiste, avec régularité, dans les 30 dernières années, autour de 0.60. C'est évident, donc, que des compromis du développement social devront venir à travers de la réduction de l'inégalité, avec des pactes renouvelés et des politiques universalistes et compensatoires en termes d'emploi, éducation, santé et habitation.

Même sans vouloir réduire la condition de pauvreté à des nombres, et en admettant la divergence des estimations, on peut mentionner un cadre du nombre de pauvres à São Paulo. Selon une étude de la « *Fundação Getúlio Vargas* » et l'IBGE⁶, réalisée en 2001, l'état de São Paulo a été ce qui a obtenu le moindre pourcentage d'indigents (10,41%), tandis que les états du Nord-Est révélaient des proportions alarmantes comme le Maranhão (63%), Piauí (61%), Ceará (56%), Bahia (55%), Alagoas (55%). Cependant, si la référence est le nombre absolu, on vérifie que São Paulo concentrait 3,8 millions d'indigents, tandis que l'état du Maranhão (la plus grande pourcentage) présente 3,5 millions.

Dans l'examen interne de la situation de chaque état, des nouvelles inégalités. Les Municipalités de la Région Métropolitaine de São Paulo montrent des proportions diversifiées, puisque Itaquaquetuba assume le haut niveau de autour de 21% de population indigente (56 mille personnes), et Santo André (6%), São Caetano do Sul (5.6%). Le cas de la ville de São Paulo (10.13%) est illustratif: sont 1.053.936 personnes indigentes, et aussi deux millions de personnes qui vivent aux « favelas », autour de un million avec une scolarité basse, 23 mille chômeurs analphabètes, presque neuf mille SDF et un taux de mortalité générale de 7.04 (taux par mille habitants) et 16.29 de mortalité infantile (taux par mille nouveau-nés vivants). Dans ce panorama, on doit détailler les inégalités intra-urbaines, puisqu'il y a des districts avec des marques nettes de l'exclusion sociale. On ajoute à ce cadre, les exclus « traditionnels », et aussi « une nouvelle pauvreté »: à São Paulo, il y a autour de 45 mille chômeurs avec un niveau supérieur de

⁶ Tableau du fin de la famine – Centre de Politiques Sociales – FGV – Rio de Janeiro, selon lequel 29% de la population brésilienne serait constituée d'indigents, 50 millions de personnes, selon les critères de l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) et à travers desquels une personne aurait besoin de R\$ 80,00 (27 dollars) pour satisfaire ses besoins basiques.

scolarité, lesquels la basse croissance économique, entre 1981 et 2002, a mis dans la nouvelle exclusion (les données sont de la Préfecture de São Paulo – Bureau du Travail et de la Citoyenneté – 2000).

2 – Inégalité Sociale

Dénaturaliser l'inégalité sociale c'est chercher des essieux explicatifs en dehors des déterminations biologiques. Entre les auteurs classiques de la Sociologie, il a été une préoccupation fondamentale de découvrir les causes des hiérarchies et des différenciations sociales, en les mettant tantôt dans l'existence de la division du travail (fonctions différentes, solidarité mécanique ou organique, anomies, disfonctions et des différents degrés d'intégration, comme dans le schème de Durkheim), tantôt dans la distribution inégale du pouvoir que se manifeste, capillairement, dans les sphères économique, sociale et politique (dans les formes de domination légitimes ou illégitimes comme c'est le cas de la Sociologie typologique de Max Weber); ou encore dans le fondement des forces et relations de production, dans les différentes formes de propriété et de division sociale du travail (comme la lutte de classes comme moteur de l'histoire dans l'abordage marxiste).

Avec d'autres abordages, plus récentes, l'analyse devient plus complexe, et cherche des mensurations empiriques, croise des variables, identifie les champs de l'inégalité, c'est à dire, de l'éducation, couleur de la peau et race, territoire (région)/morceau/quartier, sexe/genre, religion, emplois, permettant d'embrasser des procès de ségrégation, segmentation, discrimination.

Deux abordages ont été référence pendant le XXème siècle:

1. Celle de l'école de Chicago, étant exemplaire celle de E. Burgess avec la théorie des cercles concentriques dans l'accroissement des villes et qui identifiait la pauvreté et la désorganisation sociales comme résultants des procès de compétition, filtration, semblable à des procès naturels dont les plus aptes tendraient à occuper les zones urbaines meilleures. Les foyers de marginalité seraient lentement contrôlés avec l'avance de l'urbanisation et ses modes de vie.
2. La culture de la Pauvreté – les deux travaux de Oscar Lewis sont emblématiques – Anthropologie de la Pauvreté – Mexique, FCE, (1983) et « La vida » (1975) que, avec des

lépositions autobiographiques, centrés sur l'individu et la famille, finissent par « découper » un type de vie des pauvres: au-delà de la privation, ils auraient un système de vie avec des valeurs propres, comme une sous-culture en soi même.

Dans la réflexion brésilienne, beaucoup d'auteurs ont contribué pour le débat de l'inégalité sociale et ses fondements économiques, politiques et culturels. Pour citer les principales références des années 60 et 70 du XXème siècle, la Théorie de la Marginilité est venue, et ses critiques, Francisco de Oliveira, Lúcio Kowarick, F. H. Cardoso, Celso Furtado, ont mentionné la dépendance économique, le sous-développement et la subalternité, l'existence d'une vaste armée industrielle de réserve que vidait la campagne et apportait pour les villes du Sud-Est des masses migrantes à la recherche de travail. Les métropoles du Sud-Est ont bien connu ce procès qui a abrité des énormes périphéries non-équipées, des « favelas », a augmenté les séjours des locataires dans des ruches et a incité des mouvements sociaux urbains à revendiquer la citoyenneté.

Pendant les années 80 et 90, des nouvelles réflexions se sont sommées aux antérieures, puisque les années de récession et de chômage ont été accompagnées de procès d'internationalisation de l'économie et de la constitution d'une société d'information, avec des énormes contrastes dans la Région Métropolitaine de São Paulo. Spécialement, aux réflexions européennes sur des procès d'exclusion, déqualification, désaffiliation, désinsertion, correspondent des nouvelles discussions brésiennes sur l'exclusion et les inégalités sociales.

La crise de l'État-providence que, tel que la société salariale, n'a jamais existait entre nous dans sa plénitude, a entraîné une nouvelle pensée sur les pauvres, les exclus et les politiques sociales.

Inégalités Socio-Spaciales

Les années 90 ont apporté beaucoup d'auteurs d'expression à se manifester sur l'importance du Territoire pour la citoyenneté, comme c'est le cas de Milton Santos, J. Souza Martins, Aldaíza Sposati, en révélant l'inclusion perverse, ou le mode marginal de l'insertion d'énormes parcelles, un procès transgénérationnel de sous-emplois, informalité,

dont le provisoire et le précaire deviennent stables et permanents – dans la ville mondiale de São Paulo. Contemporainement l’armée industrielle de réserve semble que ne sera plus absorbée – c’est un embarras. L’économie a des zones dynamiques et de haute technologie, au même temps que a aussi une masse de chômeurs.

Des taux de chômage croissants, précarisation du travail, manque de droits minimes de survivance, discrimination par la couleur, le sexe – sont des procès qui exposent des vastes segments de la population brésilienne, aussi dans la région métropolitaine de São Paulo, même s’il y a des énormes contrastes dans son espace inter et intra urbain.

L’étude de la configuration des territoires gagne importance puisque, plus que délimitée fisque ou administrativement, le « lieu » est le lieu de l’identité, de la mémoire; et charge des possibilités spécifiques de citoyenneté et dans cette topographie sociale explicite et évidencie l’exclusion et les inégalités⁸, et aussi dénonce les effets différenciés des politiques publiques.

Cette inégalité spaciale est en train d’être dénoncée il y a des années, puisque les problèmes qui affectent la qualité de vie de la population de São Paulo n’atteignent pas la ville de la même façon, il y a des territoires claires d’exclusion, des espaces où se concentre la pauvreté, des périphéries non équipées et des régions centrales dégradées, des quartiers avec des hauts niveaux de violence. Cependant, à côté, il y a des zones tournées vers les activités internationalisées liées à l’information et à la gestion du capital, des industries de pointe, des centres de recherche technologique et excellence éducationnelle à côté de quartiers suburbains – dortoirs, « campements » précaires. Pour cela, quelques auteurs parlent de « éloignement social ».

L’auto-ségrégation des élites dans des ensembles de maisons privées et protégées, technologies de sécurité dans des enclaves fortifiées, qui font quelques studios appeler São Paulo de « la ville des murs », avec des shopping centers de commerce sophistiqué, industrie progressiste de voitures blindées et flotte croissante d’hélicoptères.

Selon le Rapport du Développement Urbain 2002, le Brésil a obtenu la 73^{ème} place dans le ranking de 173 pays analysés, mais contient des disparités régionales, municipales et intraurbaines, ce qui nous fait relativiser les lignes traditionnelles de la

⁸ Voir M. Vêras – *Territorialidade e cidadania em São Paulo* – ANPOCS – 1998, Aldaíza Sposati (coord.) Carte de l’exclusion/inclusion de São Paulo – PUCSP, 1996 et Dirce Koga *Medidas de cidades*, SP, Cortez, 2003, Milton Santos: *O espaço do cidadão*, Nobel, 1998.

pauvreté/indigence, déjà ébauchées. Le IDH s'affermir comme la référence la plus complète puisque ajoute au revenu les niveaux d'éducation et de santé¹⁰.

Il convient de se rappeler que la ville de São Paulo est en train de souffrir, lentement, un procès d'altération d'usages, elle a passé d'une ville industrielle à une métropole de services. Ce profil transforme aussi les « morceaux » de la ville, avec des nouvelles dynamiques et des nouvelles sociabilités.

Le volume de travailleurs informels augmente, dans la capitale, depuis les années 90, comme on peut observer dans le tableau suivant:

Tableau 1: Évolution des catégories de travailleurs informels – M. São Paulo 1990-1999

Segments	%	1990	1999	variation
Autonomes		39,1	36,7	-6,2%
Travailleurs salariés sans carte de travail		21,8	25,2	+15,6%
Employés domestiques		16,8	18,6	+10,7%
Employés et propriétaires d'affaire familialier		11,3	11,1	-1,8%
Salariés dans des entreprises avec carte de travail		7,7	5,3	-31,2%
Travailleurs familiais		3,3	3,2	-3,1%

Source: Jakobsen et alli 2000

Reproduit de Dirce Koga (2003) – p. 225

La ville du tertiaire avancé devient évidente dans le ainsi appelé quadrant centre-sud-ouest de la ville (Nouveau Centre, « Nova Faria Lima », Jardins, Av. Berrini) autour de la Marginale du Pinheiros: sont des tours, des édifices « intelligents », des centres d'entreprises avec des shopping centers thématiques, des centres de conventions, salles de spectacle, sièges d'entreprises internationales et banques, une nouvelle centralité de ville mondiale¹¹.

¹⁰ C'est avec cette conception que le Centre d'Études et Recherches en Sécurité et Assistance Sociale de PUCSP, et aussi le Centre d'Études et Recherches Urbaines de PUCSP, se dédie à l'étude de São Paulo et des inégalités socio-spaciales.

¹¹ Cf. Heitor Frugoli; Centralidade em São Paulo, SP, Cortez/ EDUSP/ FAPESP, 2000 et Maura Vêras: Novos olhares sobre São Paulo. *Revista Margem*, SP, 1998.

Le capital immobilier joue un rôle primordial dans ces nouvelles centralités, puisque investit dans des nouvelles régions dans une nouvelle autophagie urbaine et, de suite, un autre front d'expansion arrivera. Les quartiers bien équipés sont « Jardins », « Pinheiros », « Morumbi », avec des populations de haut revenu et qui intègrent la région sud-ouest de la ville.

La zone Est de la ville, spécialement ses extrêmes périphériques, souffre de la précarité de conditions habitationnelles, haute mortalité infantin, haut niveau d'homicides, avec un bas investissement du marché immobilier formel, à l'exception des Conjointes Habitationels de la COHAB e CDHU en Cidade Tiradentes, Itaquera, Guaianases, Iguatemi, entourés par des lots clandestins et presque pas d'urbanité.

Le modèle centre/périphérie doit être, donc, actualisé constamment, parce que des nouvelles spacialités apparaissent, sans présenter la simplicité du schème dicotomique.

En procès de fragmentation, il y a des quartiers qui exhibent des degrés plus grands d'exclusion social, même dans la direction sud-ouest, comme c'est le cas du Jardim Ângela, avec des hauts niveaux d'homicide juvénile et des domiciles précaires, manque d'équipements.

Pour comparer, nous illustrons avec les districts de Alto de Pinheiros et Jardim Ângela.

Le quartier Alto de Pinheiros donne un exemple de la ville des inclus:

Le district présentait, en 1991, une population de 50.354 personnes qui a passé, en 2000, a 44.401, c'est à dire, a souffert une diminution de 11,79%, avec des taux de natalité (par mille habitants) de 10,25.

L'origine migrante des chefs de famille résidents là-bas est du Sud-Est ou étrangère, ce qui indique des parcelles plus intégrées au tissus urbain et au marché formel de travail.

En 1997, du total des 865 établissements économiques, la majorité était de services et commerce, et les chefs de famille qui présentait 15 ans ou plus de scolarité, presque 9000 cas, étaient une haute proportion pour la ville de São Paulo. Le quartier maintient un haut niveau habitationnel pour les extraits de revenu moyen et haut, des plus hauts de São Paulo et du Brésil.

En ce qui concerne la mortalité, il y a un petit nombre de décès pour des causes externes: 9 au total, desquels rien par accident de transit, 5 par homicide, 1 par suicide, et 3

autres cas. Le taux relatif à ce type de mortalité est de 22,53 (données du PRO-AIM – 1999).

Le Jardim Ângela est emblématique des portions exclus de la métropole.

Le district a présenté un incrément de population, de 1991 à 2000, de presque 37%, en passant de 178.373 personnes à 243.779 habitants. Le taux de natalité (par mille habitants) est de 28.84 (celle de la municipalité de São Paulo, en 1999, était de 21.97).

Pour cette population, le taux de mortalité, par des causes externes, est de 115,54 (taux par 100.000 habitants), en étant 20 décès par accident de transit, 222 homicides (taux de 88,76, une des plus hautes de la ville), 6 suicides et 41 par d'autres motifs (étouffements, chutes et d'autres causes externes), ce qui évide la région comme plus vulnérable à des risques et la violence.

En ce qui concerne l'origine des chefs de familles, on a vérifié, en 1999, qu'ils étaient, en majorité, des migrants, et autour de 80% d'eux venaient du Nord/Nord-Est du pays, des régions appauvries. Les chefs de famille avec scolarité de plus de 15 ans d'étude sont, seulement, 1180 cas.

La délimitation de ces contrastes pourrait se prolonger plus, puisque une cartographie sociologique évide beaucoup l'inégalité entre les citoyens. Elle révèle aussi ces portions territoriales par la présence ou manque des équipements urbains – et les conditions d'accès, logement, loisir, travail, transport dans une contexture spacia donnée.

Les conditions de citoyenneté s'explicitent, donc, par le « lieu » où sont ses habitants de la plus grande concentration brésilienne. Se constitue une topographie sociale qui dénonce la perverse stabilité de l'inégalité de ressources et de laquelle résulte la pauvreté, dans la dialectique d'inclusion/exclusion sociales.